

AUTONOMISATION SOCIO-ÉCONOMIQUE DES FEMMES DÉPLACÉES INTERNES DE LA RÉGION DE DIFFA POST CONFLIT DU SAHEL

Mahamadou Bachir HAMET MAHAMANE
Enseignant-Chercheur
Maitre-Assistant
Institut Supérieur en Environnement et Ecologie
Université de Diffa (Niger)

Amadou Issoufou ABDOURAHIMOU
Enseignant-Chercheur
Maitre-Assistant
Faculté des Sciences Agronomique et Écologique
Université de Diffa (Niger)

Boubacar MOUSSA MAMOUDOU
Enseignant-Chercheur
Maître des Conférences
Faculté des Sciences Agronomique et Écologique
Université de Diffa (Niger)

&

Illiasou Salamatou ABDOURAHAMANE
Enseignant-Chercheur
Maître des Conférences
Faculté des Sciences Agronomique et Écologique
Université de Diffa (Niger)

Résumé

Dans les régions sahéliennes affectées par des conflits armés et des crises sécuritaires, les femmes déplacées internes subissent une double vulnérabilité : celle liée à leur genre et celle liée à leur statut de déplacées. Cet article examine les dynamiques d'autonomisation socio-économique des femmes déplacées internes dans la région de Diffa (Niger), une zone marquée par l'instabilité due aux attaques de Boko Haram. À partir d'une enquête de terrain mixte, l'étude explore les stratégies d'autonomisation déployées par les femmes, les obstacles rencontrés, et les soutiens institutionnels ou communautaires existants. Les résultats révèlent que, malgré un contexte difficile, les femmes développent des formes de résilience économique par l'entrepreneuriat informel, l'agriculture urbaine, et les activités génératrices de revenus soutenues par des ONG. Toutefois, des défis majeurs persistent, notamment en matière d'accès aux financements, à la formation et à la reconnaissance juridique.

Mots-clés : autonomisation, femmes déplacées internes, post-conflit, Sahel, Diffa, résilience, inclusion économique

Abstract

In Sahelian regions affected by armed conflict and security crises, internally displaced women (IDPs) face double vulnerability: that linked to their gender and that linked to their status as displaced persons. This article examines the dynamics of socio-economic empowerment among internally displaced women in the Diffa region of Niger, an area marked by instability due to attacks by Boko Haram. Based on qualitative and quantitative field research, the study explores the empowerment strategies deployed by women, the obstacles they encounter, and the institutional and community support available to them. The results reveal that, despite a difficult context, women are developing forms of economic resilience through informal entrepreneurship, urban agriculture, and income-generating activities supported by NGOs. However, major challenges remain, particularly in terms of access to finance, training, and legal recognition. This study concludes with recommendations for more targeted public policies and interventions.

Keywords: empowerment, internally displaced women, post-conflict, Sahel, Diffa, resilience, economic inclusion

Introduction

La région du Sahel est confrontée à des crises multidimensionnelles, notamment les conflits armés, l'insécurité alimentaire, les déplacements forcés et le changement climatique (S. Tibila, 2020, p. 7). Au Niger, la région de Diffa est particulièrement touchée par les conséquences du conflit avec Boko Haram, qui a provoqué le déplacement massif de populations. Parmi ces déplacés internes, les femmes constituent une frange particulièrement vulnérable, confrontée à la perte de moyens de subsistance, à l'exclusion sociale et à une précarité accrue (R. Christine et al., 2023, p. 3).

Dans ce contexte, les femmes déplacées internes se retrouvent dans une situation de vulnérabilité accrue, confrontées à la perte de leurs moyens de subsistance, à l'exclusion sociale et à des barrières multiples à leur intégration socio-économique. Toutefois, malgré ces difficultés, certaines d'entre elles développent des stratégies de résilience et d'autonomisation économique, à travers des activités informelles, des initiatives communautaires ou l'appui de partenaires humanitaires (C. Raimond et V. Basserie, 2020, p. 10).

La majorité des travaux existants sur les déplacements forcés dans le Sahel se focalisent sur les aspects humanitaires, sécuritaires ou sanitaires, négligeant les dynamiques internes de reconstruction et d'empowerment des populations affectées, en particulier les femmes (G. Magrin et C. Raimond, 2018, p.8). Très peu d'études se sont intéressées de manière spécifique et approfondie à l'autonomisation socio-économique des femmes déplacées internes dans des contextes post-conflit, encore moins dans des zones rurales et marginalisées comme Diffa. De plus, les mécanismes locaux d'adaptation, les initiatives économiques endogènes, ainsi que les contraintes structurelles à l'inclusion durable des femmes déplacées, demeurent insuffisamment documentées dans la littérature scientifique.

La question centrale qui se pose est donc la suivante : dans quelle mesure les femmes déplacées internes parviennent-elles à reconstruire leur autonomie économique dans un contexte post-conflit aussi fragile que celui de Diffa ? Cette étude vise à analyser les stratégies d'autonomisation socio-économique mises en œuvre par les femmes déplacées internes à Diffa post conflit.

1. Méthodologie

1.1. Zone d'étude

La région de Diffa, située au Sud-Est du Niger, est frontalière du Nigeria et a été fortement affectée par les violences liées à Boko Haram depuis 2015. Elle accueille plusieurs milliers de déplacés internes vivant dans des camps, villages d'accueil ou en milieu urbain.

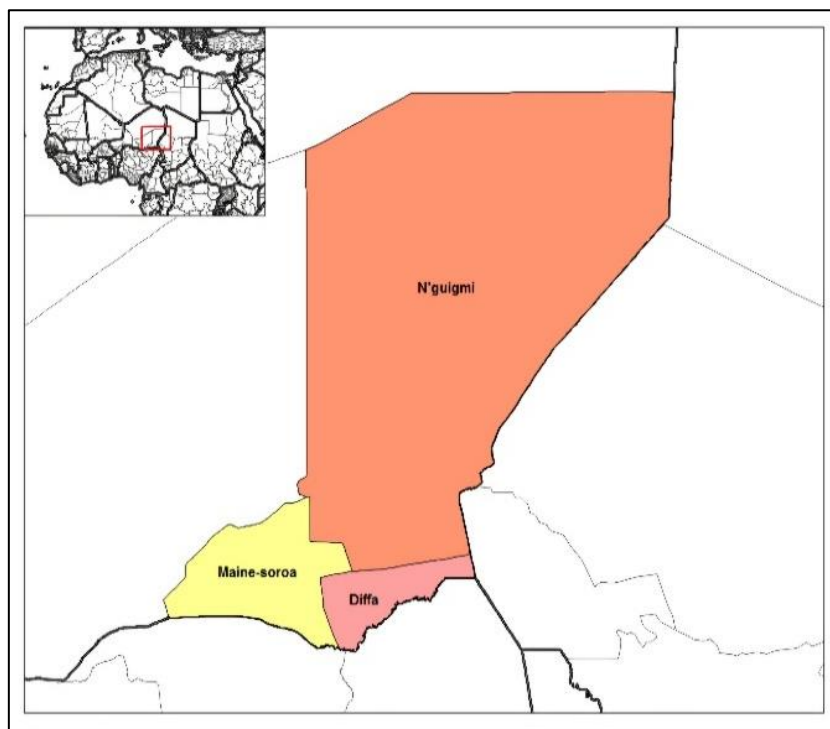


Figure 1 : Localisation de la zone d'étude

1.2. Méthodes de collecte des données

Une approche mixte a été utilisée, dont l'enquête quantitative (150 femmes déplacées interrogées) et des entretiens semi-directifs avec des responsables communautaires (5), ONG (10), autorités locales (5) soit 20 entretiens. Pour collecter les données, un questionnaire a été élaboré pour collecter les informations auprès de la population. Pour approfondir les investigations 5 focus groups des 10 Femmes ont été animés à l'endroit des groupements des femmes en AGR. Comme critères de sélection, les personnes déplacées âgées de 18 à 60 ans, installées depuis plus de 6 mois sont retenues.

1.3. Analyse des données

Après la saisie des données collectées, une vérification de la fiabilité des réponses a été faite à travers l'identification et la suppression des données aberrantes, et une analyse de la qualité des réponses aux questions et de la cohérence des réponses par rapport aux questions ont été effectuées. Après cette première étape, des analyses descriptives ont été réalisées pour apprécier les tendances générales des réponses. Enfin, pour faire ressortir le degré de corrélation et de dépendance ou d'indépendance entre les variables, des analyses multivariées ont été réalisées avec les packages FactoMineR et factoextra du logiciel R.

2. Présentation des résultats

2.1. Profils des déplacés interrogés

Les participantes interrogées sont âgées de 18 à 50 ans, une tranche d'âge couvrant à la fois les jeunes femmes en début de parcours professionnel et les femmes plus expérimentées, souvent cheffes de ménage. On distingue ainsi trois groupes : les 18 à 25 ans, généralement en phase d'insertion socio-économique ; les 26 à 35 ans, au cœur de leur vie active et familiale ; et les 36 à 50 ans, disposant d'une expérience plus affirmée et assumant souvent d'importantes charges domestiques et économiques. Concernant le statut matrimonial, l'échantillon comprend des femmes mariées, majoritaires, contribuant de manière significative aux revenus du foyer ; des veuves, particulièrement vulnérables du fait de la perte de soutien familial ; des divorcées, confrontées à la fois aux difficultés économiques et aux contraintes sociales ; ainsi que des célibataires, généralement plus jeunes mais pouvant, dans certains cas, subvenir seules aux besoins de leur ménage.

Les activités exercées sont entre autres l'agriculture, l'élevage et le commerce (figure 2), qui constituent les principales sources de subsistance et de revenus. L'enquête menée dans les différentes localités (Boulangouyaskou, Kabléwa, Digargo, Kijandi, Coursari et Mamari Forage) révèle une répartition variée des activités socio-économiques selon les zones.

À Boulangouyaskou, on observe une prédominance des commerçants (47,3%), par rapport aux agriculteurs (20.18%), ce qui témoigne d'une orientation plus marquée vers les échanges commerciaux. À Diffa et à Kabléwa, seuls des commerçants sont recensés, soulignant la spécialisation de ces localités dans le commerce.

À Digargo, les deux activités-commerce et agriculture – coexistent, reflétant une diversification des moyens de subsistance. À Kawa, en revanche, seuls des éleveurs sont présents, avec une forte concentration de cette activité également observée à Mella.

Dans les localités de Kijandi, Coursari et Mamari Forage, l'enquête montre une répartition équilibrée entre commerçants et éleveurs, ce qui témoigne d'une complémentarité économique entre ces deux secteurs dans ces zones.

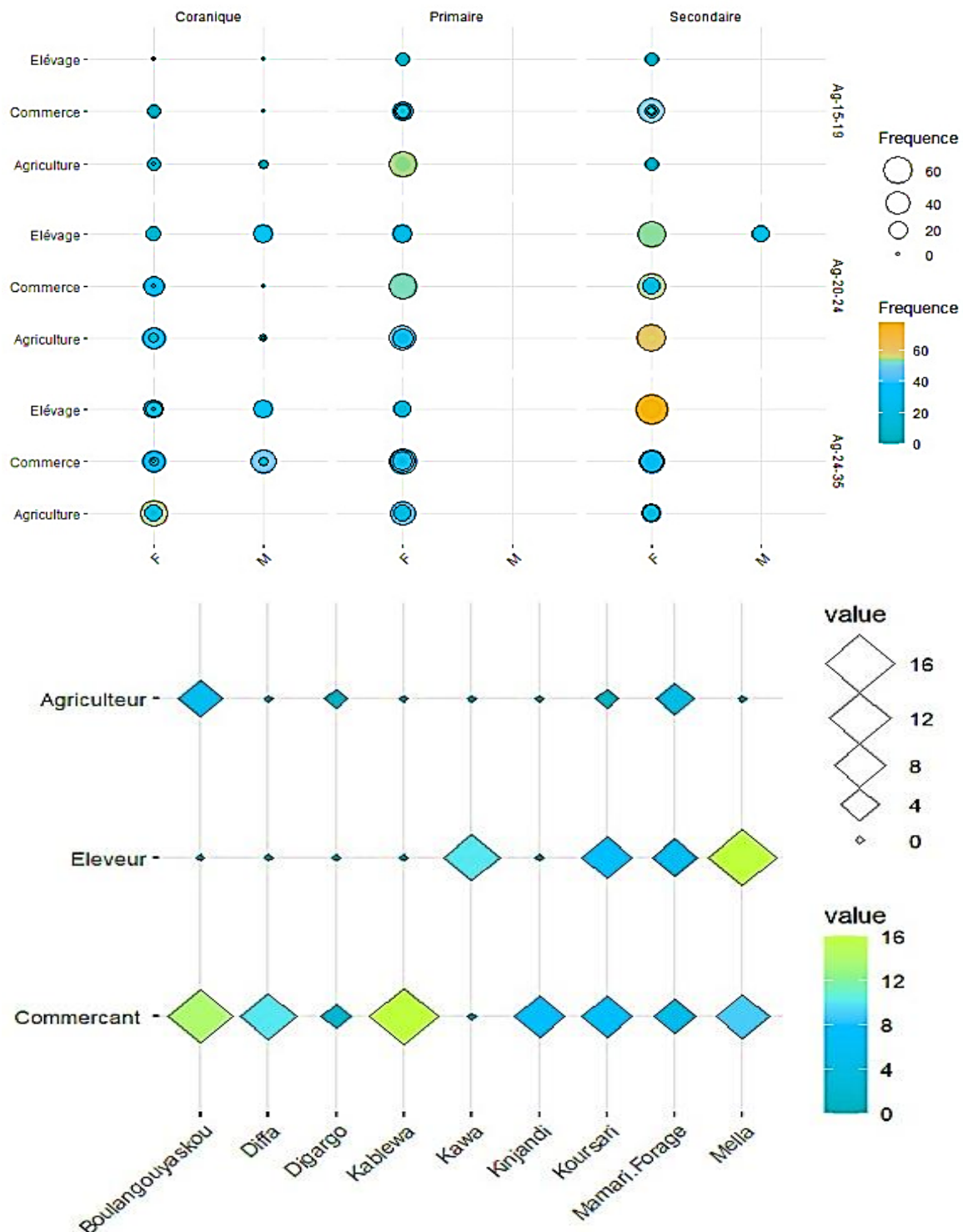


Figure 2 : Activités selon les villages et le sexe

2.2. Obstacles rencontrés

Les femmes attestent qu'il y a un manque de latrines et de points d'eau (figure 2) dans les différents marchés, ce qui constitue une insuffisance majeure en matière d'hygiène et de confort pour les usagers du marché. Cette carence affecte particulièrement les commerçants et les clients qui fréquentent quotidiennement ces espaces, exposant ainsi la population à des risques sanitaires importants.

L'absence ou l'insuffisance de ces infrastructures de base peut également décourager certains usagers, notamment les femmes et les personnes âgées, de fréquenter les marchés de manière régulière. Ce constat souligne la nécessité d'une intervention urgente des autorités locales en vue d'améliorer les conditions sanitaires et de garantir un environnement plus sain et plus accueillant dans les espaces marchands.

Les principales difficultés rencontrées dans les différents marchés concernent aussi l'hivernage, l'accès à l'eau, l'état des routes et l'assainissement. Pendant la saison des pluies, de nombreux marchés deviennent difficilement accessibles en raison de la dégradation des voies, rendant le transport des marchandises et la circulation des usagers particulièrement compliqués. L'insuffisance ou l'absence de points d'eau sur les lieux de commerce constitue également un défi majeur, affectant tant l'hygiène que le confort des commerçants et des clients. De plus, la mauvaise qualité des routes entrave le bon déroulement des activités commerciales, en particulier pour les transporteurs et les fournisseurs.

Le manque d'infrastructures d'assainissement adéquates, telles que les latrines et les dispositifs de gestion des déchets, contribue à l'insalubrité de ces espaces, exposant les usagers à des risques sanitaires. Ces difficultés structurelles compromettent le bon fonctionnement des marchés et soulignent la nécessité d'interventions ciblées pour améliorer les conditions d'accueil et de travail.

2.3. Facteurs facilitants

Toutes les femmes (100%) déclarent que les marchés disposent d'une aire de déchargement ainsi que de hangars (figure 3, barre 1 et 4), ce qui témoigne d'une certaine organisation dans la gestion des infrastructures commerciales.

Ces aménagements facilitent non seulement l'arrivée et la répartition des marchandises, mais ils contribuent également à améliorer les conditions de travail des commerçants et la fluidité des activités économiques.

L'existence systématique de ces équipements dans les marchés, selon les personnes interrogées, traduit une volonté des autorités locales ou des gestionnaires de marché d'assurer un cadre fonctionnel, sécurisé et adapté aux besoins des usagers. Ce constat met en évidence l'importance accordée à la logistique et à l'accueil des produits, éléments essentiels au bon fonctionnement d'un marché.

Il faut noter que la satisfaction concernant l'état de la route (figure 3, barre 5) est partagée parmi les enquêtés. En effet, 52 % des femmes interviewées estiment que la voie est dans un état acceptable, ce qui témoigne d'une perception globalement modérée de la qualité des infrastructures routières.

Toutefois, cette appréciation laisse entrevoir que l'autre partie des répondants (14,1%) éprouve des réserves ou exprime un certain mécontentement quant à l'accessibilité ou à l'entretien de la route. Cette divergence d'opinion souligne la nécessité d'évaluations plus approfondies de l'état réel des voies d'accès aux marchés, en vue de proposer des actions d'amélioration ciblées et de garantir une meilleure fluidité du transport des marchandises et des usagers.

Les raisons qui motivent la fréquentation du marché par la population sont multiples et reflètent des besoins à la fois pratiques et économiques. La disponibilité des marchandises constitue l'un des principaux facteurs d'attractivité. Les usagers y trouvant facilement les denrées et biens de consommation courante. La proximité géographique des marchés représente également un avantage important, facilitant l'accès sans nécessiter de longs déplacements.

À cela s'ajoute la diversité des marchandises proposées, qui permet aux consommateurs de faire leurs achats en un seul lieu et de comparer les offres.

Les prix abordables pratiqués sur les marchés constituent un élément déterminant pour de nombreux ménages, notamment ceux à revenu modeste. Ensemble, ces facteurs contribuent à faire du marché un lieu central et indispensable dans la vie quotidienne des communautés.

En revanche, 60 % des enquêtés évoquent l'existence de conflits au sein des marchés, mettant en lumière des tensions récurrentes entre usagers ou acteurs commerciaux. L'analyse révèle que les commerçants (42,4%) s'acquittent d'une taxe de 200 francs pour avoir le droit d'exposer leurs différents produits sur le marché.

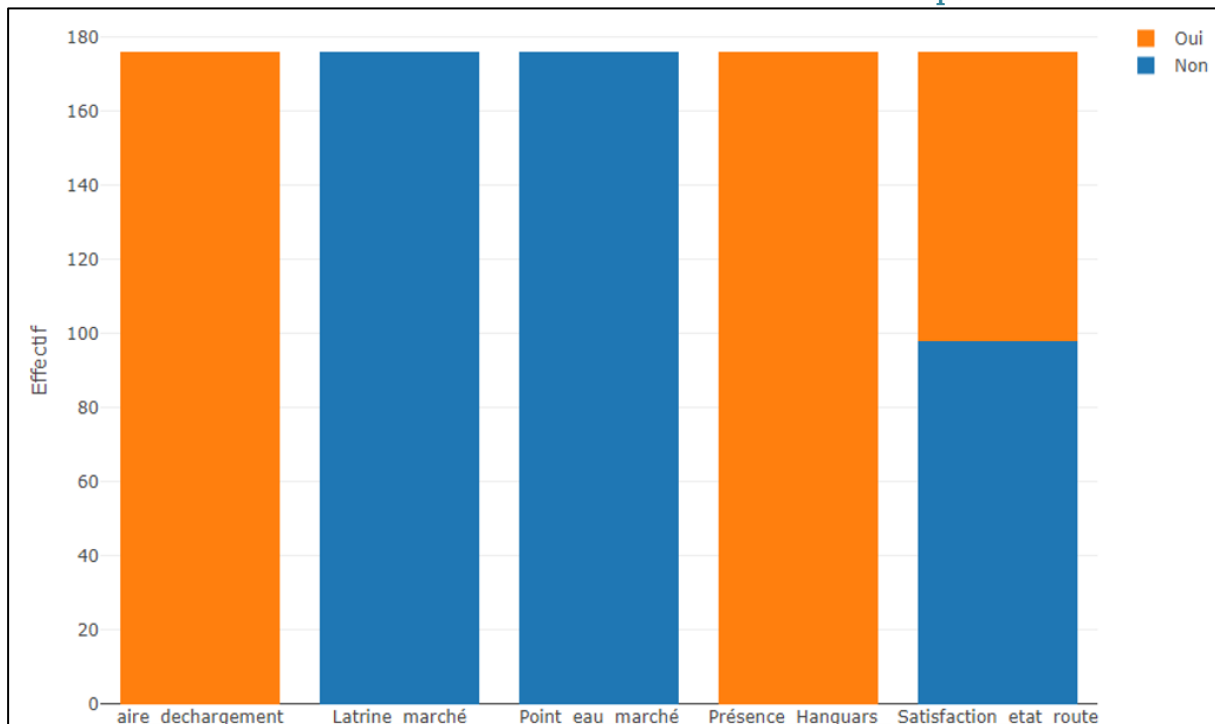


Figure 3 : Infrastructures du marché

2.4. Principaux moyens de déplacement vers les marchés

D'après la figure 4, les différents moyens de transport utilisés pour accéder aux marchés sont principalement les taxis-motos (22,8%), les camions (21,1%), des animaux (dromadaires, ânes et chevaux (5%)) et la marche à pied (51,1%). Cette variété de modes de déplacement reflète les réalités socio-économiques des usagers, ainsi que les conditions d'accessibilité aux infrastructures marchandes. Les taxis-motos, très prisés pour leur rapidité et leur flexibilité, sont particulièrement adaptés aux zones urbaines et périurbaines. Les camions, quant à eux, jouent un rôle essentiel dans le transport des marchandises en grande quantité, notamment pour l'approvisionnement des marchés.

La marche à pied demeure un moyen courant pour de nombreux usagers vivant à proximité, mais elle peut aussi traduire un manque de moyens de transport accessibles ou abordables pour une partie de la population. Cette configuration met en lumière l'importance d'une amélioration continue des infrastructures de transport afin de faciliter l'accès aux marchés pour tous.

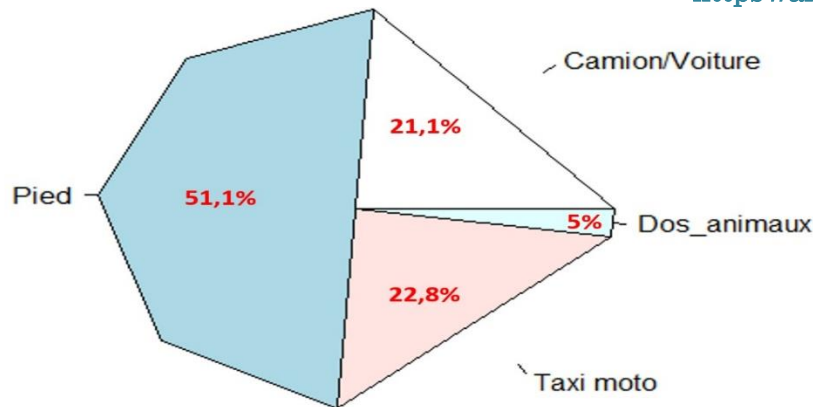


Figure 4 : Moyens de transport

2.5. Stratégies d'autonomisation mises en œuvre

2.5.1. Activités génératrices de revenus (AGR) comme moyens de repositionnement socio-économique des femmes déplacées internes

Les différents produits vendus sur les marchés (figure 5) sont variés et témoignent de la diversité de l'offre commerciale locale. On y retrouve entre autres des céréales, des légumes, du parfum, des produits d'origine animale, des articles artisanaux ainsi que des services de restauration. Cette diversité permet de répondre aux besoins quotidiens des populations en matière d'alimentation, de soins corporels, d'objets utilitaires et de consommation sur place.

Elle reflète également le dynamisme économique des marchés, qui jouent un rôle central non seulement dans la distribution des produits agricoles et manufacturés, mais aussi dans la valorisation des savoir-faire locaux et la création d'emplois pour différentes catégories socio-économiques (agriculteurs, éleveurs, commerçants et transporteurs).

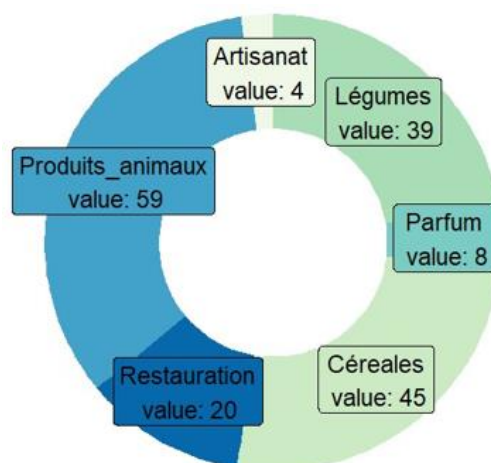


Figure 5 : Produits vendus dans les différents marchés

2.5.2. Disponibilité des produits : entre efficacité logistique et fidélité des usagers

La figure 6 montre que, 60 % des personnes interrogées affirment que les produits sont disponibles tout au long de l'année sur les marchés. Cette disponibilité constante constitue un atout majeur pour les consommateurs, qui peuvent ainsi accéder régulièrement à une grande variété de biens, sans interruption liée aux saisons. Elle traduit également une certaine stabilité dans l'approvisionnement, grâce à des circuits de distribution efficaces et, dans certains cas, à l'importation ou à la conservation des produits agricoles. La présence continue des marchandises renforce la fidélité des usagers envers les marchés locaux et participe au bon fonctionnement de l'économie locale. Pour renforcer l'autonomisation socio-économique des femmes déplacées post-conflit du Sahel, il est recommandé de combiner un appui à la résilience des marchés (installation de trois points de stockage communautaires d'une capacité de 20–50 tonnes, amélioration des chaînes d'approvisionnement, systèmes d'information sur les prix) et un soutien direct aux activités génératrices de revenus.

Les femmes déplacées ont formulé plusieurs suggestions en vue d'améliorer les conditions de fonctionnement des marchés, parmi lesquelles l'aménagement d'infrastructures adéquates et l'installation de forages solaires figurent en priorité. En effet, ils recommandent la construction ou la réhabilitation des hangars, des aires de déchargement, ainsi que des latrines et des systèmes d'assainissement pour assurer un cadre plus sain et plus fonctionnel. Par ailleurs, la mise en place de forages solaires est perçue comme une solution durable pour résoudre le problème récurrent d'accès à l'eau. Ces interventions, associées à des mesures de protection et de sécurité adaptées au genre, visent à réduire de 50 % les ruptures de stock, à augmenter de 30 % les revenus des bénéficiaires et à améliorer le pouvoir d'achat de plus de 70 %

Cette technologie permettrait de garantir un approvisionnement régulier en eau tout en s'appuyant sur une source d'énergie propre et renouvelable. Ensemble, ces propositions témoignent de la volonté des usagers de disposer de marchés mieux équipés, plus accessibles et respectueux des besoins essentiels des commerçants comme des clients.

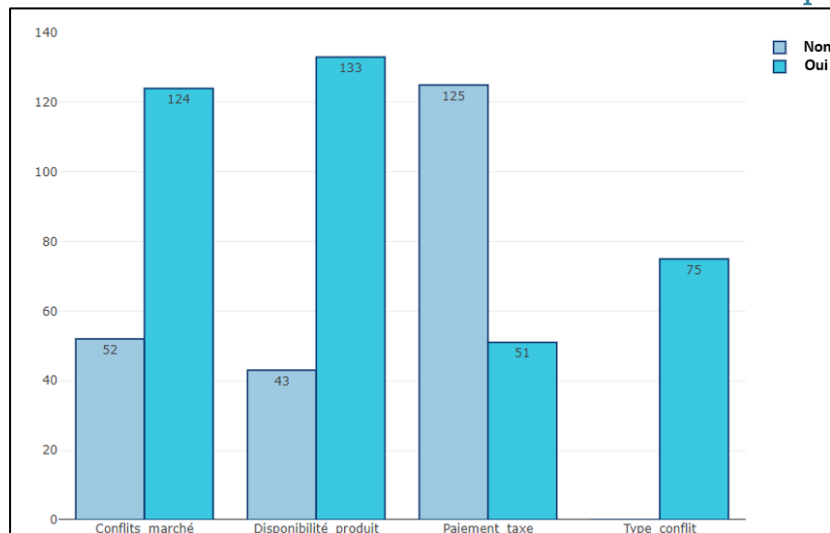


Figure 6 : Marchés locaux et gestion durable de la disponibilité des biens

3. Discussion

Les résultats de cette étude menée dans la région de Diffa mettent en évidence les défis, mais aussi les capacités de résilience et d'initiative des femmes déplacées internes (DI) dans un contexte post-conflit sahélien. Dans une zone marquée par l'insécurité prolongée, la destruction des moyens de subsistance, et l'effritement des structures communautaires, l'autonomisation des femmes DI apparaît à la fois comme un impératif de survie et une opportunité de transformation sociale.

La majorité des femmes déplacées internes interrogées ont été contraintes d'abandonner leurs activités économiques traditionnelles (élevage, petit commerce) pour s'adonner à de nouveaux métiers, ce qui corrobore avec les résultats sur les observations faites par IDMC, dans d'autres zones de conflits au Sahel (IDMC, 2022, p. 12). Elles subissent une triple vulnérabilité : en tant que femmes, en tant que déplacées et en tant que membres de communautés marginalisées. Ces contraintes structurelles limitent leur accès aux ressources économiques, à l'information et aux services sociaux (UNHCR, 2020 p. 22; OCHA, 2021, p. 21).

Malgré ce contexte difficile, les femmes déplacées internes développent des stratégies d'adaptation diversifiées : commerce informel, activités génératrices de revenus (AGR), tontines, artisanat, ou encore agriculture de subsistance dans les zones de repli car ces femmes pratiquent que de l'élevage ou la vente des poissons dans leurs villages d'origines. Ces résultats sont cohérents avec les travaux de (N. Kabeer, 1999, p. 10), qui définissent l'autonomisation comme le processus par lequel les personnes acquièrent une capacité de choix dans un contexte de contraintes.

Dans notre étude, plusieurs femmes ont indiqué avoir renforcé leur autonomie à travers des micro-projets communautaires ou des formations

soutenues par des ONG locales. Ces dynamiques de résilience par l'économique sont également soulignées par (M. Ibrahim et al. 2021, p.3), qui mettent en lumière la montée de l'entrepreneuriat féminin dans les camps et villages d'accueil dans le bassin du lac Tchad.

Cependant, l'autonomisation reste largement entravée par des facteurs structurels : insécurité persistante, dépendance à l'aide humanitaire, faiblesse des filets de protection sociale, inégalités de genre, et surtout l'accès limité à la terre, au crédit et à la formation. Comme le notent (A. Cornwall et J. Edwards, 2010, p. 9), les approches trop centrées sur l'individu masquent souvent les contraintes systémiques qui empêchent une véritable inclusion économique.

Dans la région de Diffa, l'accès des femmes DI aux ressources foncières est particulièrement problématique, car elles ne bénéficient ni de droits fonciers reconnus ni de garanties institutionnelles pour sécuriser leurs activités productives, ce qui rejoint les conclusions de l'étude de (CARE, 2018, p. 18) sur les dynamiques foncières en contexte humanitaire.

Les résultats montrent que l'autonomisation des femmes déplacées ne peut être envisagée sans une approche intégrée combinant : le soutien aux AGR, l'amélioration de l'accès à l'éducation et aux services sociaux, la sécurisation foncière et juridique, la promotion de la participation active des femmes dans les instances de gouvernance locale. Comme le suggèrent (V. Chant & B. Sweetman 2012, p. 23), une autonomisation effective des femmes déplacées nécessite une approche intersectionnelle et transformatrice, qui questionne non seulement les inégalités économiques, mais aussi les rapports sociaux de pouvoir dans les communautés d'accueil.

Conclusion

L'analyse des filières porteuses dans les villages cibles du projet des communes de Kablewa et Diffa, met en lumière un potentiel économique considérable, malgré un contexte marqué par l'insécurité, la variabilité climatique et la pauvreté structurelle. Les secteurs ciblés par les groupements des femmes participantes au projet sont entre autres : transformation agroalimentaire, parfumerie artisanale, couture, maraîchage et embouche animale, révèlent à la fois des savoir-faire locaux riches, une demande croissante sur les marchés de ces produits et des opportunités d'emplois non négligeables pour les jeunes filles et les femmes.

L'autonomisation socio-économique des femmes déplacées internes dans la région de Diffa constitue un levier essentiel pour renforcer leur résilience et favoriser la reconstruction post-conflit. Elle permet non seulement d'améliorer leurs conditions de vie, mais aussi de stimuler le développement local et la cohésion sociale.

Références bibliographiques

CARE, 2018 ; *Évaluation des dynamiques foncières en contexte de déplacement dans la région de Diffa*. Niamey: CARE Niger.

CHANT Stuch, SWEETMAN Crow, 2012, Fixing women or fixing the world? Smart economics, efficiency approaches, and gender equality in development *Gender & Development*, 20(3), 517–529.

CORNWALL Albin, Edwards Jules, 2010 *Introduction: Negotiating Empowerment*. IDS Bulletin, 41(2), 1–9.

CHRISTINE Raimond, HADIZA Kiari Fougou, JEAN-FRANÇOIS Caremel and ERIC Garine, L'art de se nourrir en temps de crise aggravée et en contexte d'insécurité alimentaire structurelle, *Anthropology of food* [Online], 17 | 2023

IBRAHIM Moussa, TCHOTSOUA Mierd, ABAKAR Alou 2021, Résilience économique des femmes déplacées dans la région du Lac (Tchad). *Revue Tchadienne de Géographie*, 9(2), 55–73.

IDMC (Internal Displacement Monitoring Centre). (2022). *Global Report on Internal Displacement (GRID)*. Genève : IDMC.

MAGRIN Graig., RAIMOND Colls, 2018, « La région du lac Tchad face à la crise Boko Haram : interdépendances et vulnérabilités d'une charnière sahélienne », *Bulletin de l'association de géographes français*, 95-2 : 203-221.

KABEER Nills, 1999, Resources, agency, achievements: Reflections on the measurement of women's empowerment. *Development and Change*, 30(3), 435–464.

OCHA, 2021, *Aperçu humanitaire régional pour le Sahel*. Bureau de la coordination des affaires humanitaires.

UNHCR, 2020, *Femmes, filles et déplacements forcés dans le bassin du Lac Tchad : défis et solutions*. Genève : Haut-Commissariat aux Réfugiés.

TIBILA Sebastien, 2020, *Lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans les pays sahéliens : L'aquaponie comme alternative : le cas du Burkina-Faso*. Université Laurentienne, Canada, Université Laurentienne

RAIMOND Caid, BASSERIE Vital, 2020, *Impacts contrastés de la crise sécuritaire sur les situations foncières dans la région du lac Tchad*. N'Djamena : RESILAC, Étude régionale de recherche